

N°1071

du 03
NOVEMBRE
2017



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P4 En conformité avec les directives des réformes

Comptables et régisseurs du MERF à l'école de la gestion des deniers publics

P3 Au rang des efforts de maîtrise de la dette notés par la dernière mission du FMI

Les financements non orthodoxes de l'investissement public ont été arrêtés



Ivoahasina Razafimaheta et Faure Gnassingbé lors des échanges

P5 BASKETBALL

La CAN de BASKET 3x3 démarre aujourd'hui à Lomé

P4 Par rapport au PIB et la densité

Le Togo est à un taux de l'assurance inférieur à 1,5 %

P3 Dans le nouveau rapport Doing Business 2018 de la Banque mondiale
Le Togo 156^{ème}, en passant de 4 à 1 réforme mise en œuvre

P3 A l'issue du vote des membres de l'organe
Pr Kodjona Kadanga élu président de la nouvelle CENI

Participons tous à la réflexion sur les réformes politiques, institutionnelles et constitutionnelles en déposant nos suggestions sur :

www.reformes-togo.com

Prix: Togo, Bénin, Burkina: 250CFA Zone CFA: 300 F Europe et autres pays: 1 euro --- Abonnement: Contacter 22 61 35 29 / 90 05 94 28

AZIMUTS INFOS

Couleur de peau : les gènes réfutent la notion de race

Des chercheurs américains ont étudié les gènes impliqués dans la couleur de peau chez les Africains. Ils ont trouvé que des variants génétiques associés à une peau claire ou à une peau foncée sont présents à la fois en Afrique et dans d'autres populations du monde.

L'humanité se décline dans le monde avec toute une palette de couleurs de peau. Jusqu'à présent, on connaissait peu de gènes liés à la pigmentation de la peau et ceux-ci ont plutôt été découverts dans des populations européennes. Or, en Afrique, les habitants n'ont pas tous la même couleur de peau. Quels sont les gènes qui expliquent cette diversité ?

Pour le savoir, des chercheurs de l'université de Pennsylvanie ont mesuré la réflectance de la peau de plus de 2.000 Africains, en prenant une mesure au niveau du bras. La peau la plus sombre était celle d'une population d'Afrique de l'est, et la plus claire celle des chasseurs-cueilleurs San en Afrique australe.

Quatre zones du génome associées aux différences de couleurs de peau

Grâce aux informations génétiques provenant d'environ 1.600 personnes, les chercheurs ont trouvé quatre zones du génome associées aux différences de couleurs de peau. La région qui ressortait en premier se trouvait autour du gène SLC24A5. Un variant de ce gène est connu pour jouer un rôle dans la coloration claire de la peau de populations européennes et d'Asie du sud. Ce variant apparu il y a plus de 30.000 ans se retrouve dans des populations éthiopiennes et tanzaniennes qui ont des ancêtres en Asie du sud et dans le Moyen-Orient. Ceci suggère que le variant a été importé de ces régions.

Une autre région du génome, contenant le gène MFSD12, était associée à la pigmentation de la peau. Ce gène est peu exprimé dans les peaux dépigmentées de personnes souffrant de vitiligo, une maladie de la pigmentation de la peau. Les chercheurs ont trouvé que des mutations dans ou autour de ce gène, qui étaient associées à une pigmentation sombre, étaient fréquentes dans des populations sub-sahariennes, mais pas chez les San à la peau plus claire. Ces variants étaient aussi présents dans des populations indiennes et australo-mélanésiennes qui ont elles aussi une peau sombre : les mêmes variants se retrouvent hors d'Afrique ! Les personnes qui ont une peau sombre en Inde du sud, en Australie ou en Nouvelle-Guinée n'auraient pas évolué indépendamment : elles auraient pu hériter ces variants sombres de populations venues d'Afrique.

Des ancêtres africains à la peau claire

Chez les San, des variants génétiques de MFSD12, OCA2 et HERC2 étaient plus fréquents. Or les gènes OCA2 et HERC2 ont été liés aux variations de couleur de peau, des yeux, des cheveux chez les Européens. Dans OCA2, les chercheurs ont identifié un variant courant chez les européens et les San, qui donnerait une protéine plus courte et moins fonctionnelle. Ce gène éclaircirait donc à la fois la peau des Européens et des chasseurs-cueilleurs du Botswana.

Dans cette étude, la plupart des variations génétiques associées avec une peau claire ou foncée sont apparues il y a plus de 300.000 ans. Certaines auraient émergé il y a un million d'années, bien avant l'apparition de l'Homme moderne ! Or, la version ancienne de ces variants était souvent celle d'une peau claire. Sarah Tishkoff, professeur à l'université de Pennsylvanie, a expliqué dans un communiqué : "il est donc logique que la couleur de la peau chez les ancêtres des humains modernes ait pu être relativement claire. Il est probable que lorsque nous avons perdu les poils couvrant nos corps et que nous nous sommes déplacés des forêts vers la savane ouverte, nous avions besoin d'une peau plus foncée."

En effet, la couleur de peau peut être liée à une adaptation à l'environnement. Une peau sombre aide à prévenir les conséquences négatives de la lumière ultraviolette (cancer de la peau) ; une peau claire est plus efficace pour fabriquer de la vitamine D dans des régions du monde avec moins d'expositions aux UV.

Il n'y a pas de race africaine.

Ce travail paru dans la revue Science montre aussi que la génétique contredit la notion de races : "il n'y a pas de race africaine. Nous montrons que la couleur de la peau est extrêmement variable sur le continent africain et qu'elle évolue encore. En outre, dans la plupart des cas, les variants génétiques associés à la peau claire sont apparus en Afrique."

Arts plastiques

Les œuvres d'artistes togolais exposés à Paris

Depuis le 2 novembre dernier, la galerie parisienne Abla et Alain Leconte expose des œuvres de plasticiens togolais. L'exposition est intitulée Togo Brava, Brava Togo, ins-



rien de jazz américain Duke Ellington, qui a visité le Togo sur une carte d'Afrique.

L'exposition Togo présente le travail de plusieurs artistes reconnus parmi lesquels Gustave Djonda, Kossi Assou, Kossi Joe Kodjovi Tessi, Éric Wbanu.

Cette exposition collective a une double vocation. D'abord présenter au public français la richesse de la création africaine ; ensuite développer un objectif caritatif. Les bénéfices sur les ventes des œuvres des artistes iront directement à une association qui lutte contre la pauvreté au Togo.

"L'association pour l'éducation

des enfants du Togo" est pour le galeriste un devoir d'apporter sa contribution au développement du pays par l'éducation des jeunes enfants en construisant des écoles en

milieu rural et en dotant les villages de forages d'eau

L'ONG est active dans le village d'Atchaou (région de la Kara).

Cette exposition intervient après celle de l'ambassade du Togo en France sur les artistes togolais vivant en Europe. Il faut constater que le Togo traverse une période faste en termes d'arts plastiques.

Infos pratiques

Exposition du 2 au 30 novembre 2017

4, rue des Beaux-Arts 75006 Paris

Du mardi au samedi de 11h à 19h

L'UNION

Republicoftogo.com

Cinéma

Netflix suspend "House of cards"

La plateforme de vidéo en ligne Netflix a annoncé mardi la suspension de la production de la série House of Cards, après les révélations de harcèlement sexuel visant son acteur principal, Kevin Spacey. Le géant de la vidéo à la demande a décidé conjointement avec le producteur de la série, Media Rights Capital, d'arrêter la production "jusqu'à nouvel ordre, pour (se) don-

ner le temps d'examiner la situation et de répondre à toute inquiétude des acteurs et de l'équipe", selon une déclaration transmise à l'AFP.

La veille, la plateforme avait par ailleurs annoncé la fin de la série après le tournage (en cours) de la saison 6, une décision actée durant l'été bien avant les révélations de dimanche.

Littérature

Québec-City, élue "ville de littérature" par l'Unesco

Québec est la première ville francophone à obtenir cette distinction.

La ville de Québec a officiellement rejoint, mardi 31 octobre, le réseau des "villes créatives" de l'Unesco pour sa littérature, devenant ainsi la première ville francophone à obtenir cette distinction.

"Berceau de la francophonie en Amérique du Nord, Québec est une ville reconnue pour son dynamisme, sa créativité et sa vie littéraire témoignant de la rencontre entre les francophones, les anglophones et les autochtones", a déclaré le maire de Québec, M. Régis Labeaume, dans un communiqué. La Ville de Québec a été l'une des premières à tester massivement les prêts de livres numériques dans ses bibliothèques. Elle sera aussi la ville test pour le déploiement de Readium LCP. Elle a également ouvert une Maison de la littérature il y a deux ans.

L'Unesco a décerné le label "Ville

créative", dans la catégorie littérature, à sept autres villes : Bucheon (Corée du Sud), Durban (Afrique du sud), Lillehammer (Norvège), Manchester (Royaume-Uni), Milan (Italie), Seattle (États-Unis) et Utrecht (Pays-Bas).

Lancé en 2004 par l'Unesco, le réseau des villes créatives a pour objectif de défendre et de promouvoir la diversité culturelle. Après ces nouvelles nominations, le label de "Ville créative" regroupe désormais 180 villes dans 72 pays, réparties dans sept catégories thématiques : littérature, cinéma, musique, artisanat et arts populaires, design, arts numériques et gastronomie.

La France compte quatre "villes créatives" : Limoges, dans la catégorie Artisanat et Arts populaires (2017) ; Saint-Etienne, dans la catégorie Design (2010) ; Lyon et Enghien-les-Bains dans la catégorie Arts numériques, respectivement en 2008 et 2013.

Vient de paraître

Delikatessen de Théo Ananissoh

Le Togolais Théo Ananissoh, résident en Allemagne, mais écrivant en français vient de publier aux Editions Gallimard un dernier roman, Delikatessen, qui porte sur le Togo et ses problèmes de vivre ensemble.

"Soudain, ils sont devant la mer océane. L'infinie et mugissante masse liquide. Cette agitation immémoriale. Les phares éclairent les vagues têtues et leur écume blanchâtre.

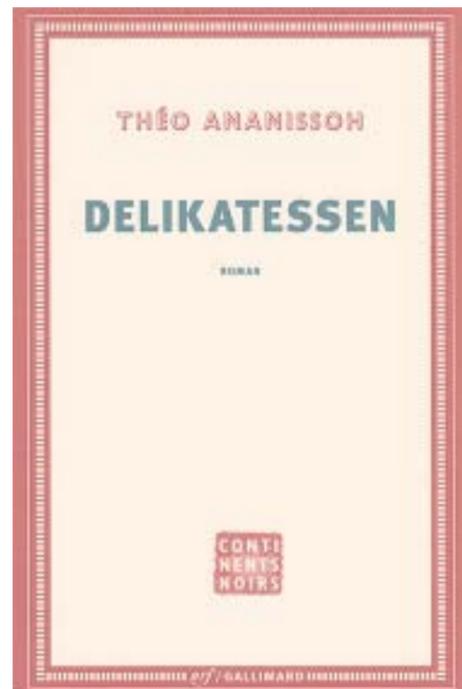
Énéas prend peur ; véritablement. On retrouvera peut-être son corps gonflé d'eau salée plus loin à l'est, sur la plage d'Aného, la ville, le pays de ses parents. Ils vont le noyer ! Voilà ce qu'ils ont en tête."

Lomé, Porto, Aného en Afrique de l'Ouest. Des villes baignées par l'Atlantique. Ensoleillées le jour, venteuses la nuit. Un ballet à haut risque. Quatre hommes et une femme. Point de fixation de tous les désirs : Sonia Sika, trente-deux ans, deux enfants, célèbre animatrice d'une télé locale, gérante d'un bistrot, en instance de divorce. Les hommes sont d'âges,

de conditions et de qualités opposés. Prise au jeu de la séduction, Sonia esquivé, s'abandonne, s'échappe. C'est la folle et périlleuse danse des ardeurs dans une société où tout naît, croît et se métamorphose sur la plus obscure corruption.

Théo Ananissoh a publié plusieurs romans à Gallimard dont Ténèbres à midi, Un reptile par habitant, Lisahohé.

Théo Ananissoh, *Delikatessen*, Collection Contingents Noirs, Gallimard, 200 pages



Cinéma

Une réplique d'Harvey Weinstein de 11 mètres bientôt brûlée

Une effigie de 11 mètres du producteur américain Harvey Weinstein, accusé de harcèlement sexuel et de viols, sera brûlée samedi lors de la traditionnelle nuit du feu de joie à Edenbridge, petite commune du sud de l'Angleterre.

La nuit du Bonfire (feu de joie) marque chaque année l'échec d'une conspiration de catholiques emmenés par Guy Fawkes pour tuer le roi protestant Jacques 1er et faire exploser

le parlement avec 36 barils de poudre, le 5 novembre 1605. Elle est célébrée le 5 novembre ou le week-end qui suit avec des feux de joie dans lesquels sont jetées des effigies de Guy Fawkes et avec des feux d'artifice. Edenbridge se distingue depuis vingt ans en brûlant les effigies de personnalités au côté de celle de Guy Fawkes. L'andernier, ce fut Donald Trump, trois jours avant son élection à la présidence des États-Unis.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récupéré N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction Jean AFOLABI

Rédaction Sylvestre D. Hervé AGBODAN Maurille AFERI Pater LATE Kossiwa TCHAMDJA Koffi SOUZA Alan LAWSON Abel DJOBO Tony FEDA

Service photographie Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature LAWSON Laté

Graphisme Guillaume BOGLA

Au rang des efforts de maîtrise de la dette notés par la dernière mission du FMI

Les financements non orthodoxes de l'investissement public ont été arrêtés

Late Pater

Conduite par Ivohasina Razafimahefa, une équipe du Fonds monétaire international (FMI) a séjourné à Lomé du 23 au 30 octobre 2017 en vue de conduire les discussions dans le cadre de la première revue du programme appuyé par une Facilité élargie de crédit (FEC) approuvée en mai de cette année. Elle a rencontré le président Faure Gnassingbé et s'est entretenue avec les ministres Sani Yaya de l'économie et des finances, Kossi Assimaïdou de la planification du développement, le Directeur national de la BCEAO, Kossi Ténou, et d'autres hauts fonctionnaires du pays, ainsi que des représentants du secteur privé et des partenaires au développement. Une conférence de presse a clôturé la mission. A l'occasion, M. Razafimahefa a fait la déclaration suivante : «l'activité économique a progressé à un rythme modéré au premier semestre de 2017 et s'est accompagnée d'un faible niveau d'inflation. Le taux de croissance économique en fin d'année devrait se situer légèrement en deçà de 5%. Le taux d'inflation nominal en glissement annuel à juillet était de -2,5%, principalement en raison de la baisse des prix des denrées alimentaires ; le taux d'inflation sous-jacente, abs-



Ivohasina Razafimahefa et Faure Gnassingbé lors des échanges

traction faite des prix des denrées alimentaires, était de 0,6%. L'assainissement des finances publiques a commencé avec pour objectif de ramener la dette à un niveau plus soutenable. Les dépenses ont été considérablement réduites. Le solde budgétaire primaire a enregistré un excédent de 1,4% du PIB entre janvier et juin 2017.

Malgré les perspectives à moyen terme globalement positives, grâce à la hausse attendue de la productivité qui a été favorisée par la modernisation récente des infrastructures et par les financements extérieurs obtenus à des conditions favorables, l'économie togolaise pourrait faire face à des risques. En particulier, les tensions, si elles persistaient, pourraient entamer la confiance

des consommateurs et des investisseurs et, par conséquent, avoir une incidence sur les performances macroéconomiques.

Les autorités déploient de grands efforts pour aligner le projet de budget 2018 sur leur programme de réformes économiques appuyé par l'accord de Facilité élargie de crédit. Elles visent un assainissement plus poussé des finances publiques avec un déficit budgétaire primaire prévisionnel de 0,2% du PIB. Cette consolidation sera réalisée grâce à une augmentation des recettes ainsi qu'à une réduction des investissements financés sur ressources intérieures (en pourcentage du PIB). La mission a encouragé les autorités à poursuivre leurs efforts de consolidation pour ramener la dette en deçà du

seuil de risque accru de surendettement du secteur public.

Ces efforts permettront de créer un espace budgétaire pour d'autres dépenses sociales essentielles à la réduction de la pauvreté. La mission a également réitéré la nécessité d'améliorer davantage le climat des affaires et d'encourager les investissements privés.

Les services du FMI sont parvenus à un accord avec les autorités sur les politiques économiques et financières qui serviraient de base pour la conclusion de la première revue du programme triennal dans le cadre de la Facilité élargie de crédit. Le programme économique du pays est

globalement sur la bonne voie, avec l'ensemble des critères de réalisation quantitatifs réalisés et les réformes structurelles continuant de faire l'objet d'une mise en œuvre progressive. En particulier, les financements non orthodoxes de l'investissement public, qui avaient conduit à une accumulation rapide de la dette ces dernières années, ont été arrêtés. La première revue au titre de la Facilité élargie de crédit est provisoirement inscrite pour examen par le Conseil d'administration du FMI en décembre 2017.

Dans le nouveau rapport Doing Business 2018 de la Banque mondiale

Le Togo 156ème, en passant de 4 à 1 réforme mise en œuvre

Selon le *Doing Business* 2017, le pays de Faure Gnassingbé a stagné à la 154^{ème} place (comme en 2016), en mettant en œuvre 4 réformes contre 3 réformes en 2016. Le Togo était cité parmi les économies réformatrices de la région pour avoir mis en œuvre au moins quatre réformes ou plus, à l'instar du Niger (6), Kenya (5), Côte d'Ivoire (4), Mauritanie (4), Rwanda (4), Sénégal (4). Dans le nouveau rapport 2018, il a juste mis en œuvre une réforme, lui permettant d'occuper le 156^{ème} rang. Le Bénin voisin est 151^{ème}, le Burkina Faso 148^{ème}, la Côte d'Ivoire 139^{ème}, le Ghana 120^{ème}, le Sénégal 140^{ème}, sur les 190 économies suivies par le rapport *Doing Business*.

Au 25^e rang du classement *Doing Business*, Maurice affiche le meilleur score de toute l'Afrique subsaharienne. Quatre autres pays tirent leur épingle du jeu en ce qui concerne la facilité de faire des affaires : le Rwanda (41^e rang), le Kenya (80^e), le Botswana (81^e) et l'Afrique du Sud (82^e). À l'inverse, la Somalie (190^e rang), l'Érythrée (189^e), le Soudan du Sud (187^e) et la République centrafricaine (184^e) occupent les dernières places du classement. Parmi les autres poids lourds économiques de la région, la République démocratique du Congo ressort au 182^e rang, derrière le Soudan (170^e), l'Éthiopie (161^e), le Nigéria (145^e), la Tanzanie (137^e) et l'Ouganda (122^e).

Le Rwanda fait partie des pays les plus avancés du monde en termes de transfert de propriété (2^e rang du classement) et d'obtention de prêts (6^e). Grâce à l'efficacité de son registre foncier, sept jours suffisent pour concrétiser une mutation, qui revient à 0,1% seulement de la valeur du bien, comme en Nouvelle-Zélande. Maurice se

distingue des autres pays de la région par des réglementations commerciales parmi les moins tatillonnes dans deux thématiques couvertes par le rapport *Doing Business* : obtention des permis de construire (9^e rang) et paiement des taxes et impôts (10^e). Quatre économies d'Afrique subsaharienne figurent dans le top 10 des pays où l'accès au crédit est le plus facile : la Zambie (2^e place), juste derrière la Nouvelle-Zélande, et, au 6^e rang, le Rwanda, le Malawi et le Nigéria (pour un rang moyen de 115).

La région affiche des contreperformances pour le raccordement à l'électricité (avec un rang moyen de 148), le commerce transfrontalier (137) et le transfert de propriété (131). Il faut en moyenne 115 jours pour obtenir un raccordement électrique permanent au réseau, contre 92 jours en moyenne dans le reste du monde.

L'an dernier, un nombre record de 83 réformes ont été introduites pour faciliter les affaires dans 36 des 48 pays subsahariens couverts par le rapport. Avec 31% de toutes les réformes mises en œuvre dans le monde l'an dernier, l'Afrique subsaharienne a affiché des performances inédites, toutes régions confondues.

L'Afrique subsaharienne est globalement la région la plus représentée dans le classement 2018 des pays les plus réformateurs, avec trois pays placés dans le top 10 mondial : le Malawi, le Nigéria et la Zambie. L'Afrique subsaharienne est à l'origine de 14 des 22 réformes mises en œuvre dans le monde pour l'obtention des permis de construire. Des pays comme le Bénin, Cap Vert, le Gabon, le Ghana, la Guinée, le Niger, le Nigéria, la République démocratique du Congo et les Seychelles ont tous facilité la délivrance de ces permis en publiant en ligne les réglementations

relatives à la construction.

Depuis le lancement du rapport *Doing Business* en 2003, l'Afrique subsaharienne a introduit 798 réformes au total. Les grands pays réformateurs sont le Rwanda (52 réformes), le Kenya (32) et Maurice (31). La région s'est surtout concentrée sur la création d'entreprise (163 réformes), devant l'obtention des prêts (112) et le commerce transfrontalier (108). Les délais moyens pour créer une entreprise dans la région sont passés de 61 jours en 2003 à 22,5 jours actuellement. Dans le monde, 3.188 réformes ont été engagées depuis cette année.

Pour la deuxième année consécutive, les économies d'Afrique subsaharienne détiennent donc le record du nombre de réformes mises en œuvre pour améliorer l'environnement des affaires. «Les efforts de réforme de l'Afrique subsaharienne méritent largement d'être soulignés quand on sait que la région est le théâtre de multiples crises et que de nombreux pays sont en proie aux conflits et aux violences. Nous espérons que cette dynamique vertueuse en faveur de l'esprit d'entreprise se poursuivra car elle est essentielle pour relever le défi de la création d'emplois, notamment pour les millions de jeunes hommes et femmes que compte la région», a souligné Rita Ramalho, directrice par intérim du Groupe des indicateurs mondiaux de la Banque mondiale.

En rappel, les économies d'Asie de l'Est et du Pacifique ont mis en œuvre 45 réformes ; la région Europe et Asie centrale, 44 réformes ; la région Amérique latine et Caraïbes, 26 réformes ; les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, 29 réformes ; et l'Asie du Sud, 20 réformes.

À l'issue du vote des membres de l'organe

Pr Kodjona Kadanga élu président de la nouvelle CENI

Par consensus, la nouvelle Commission électorale nationale indépendante (CENI) a élu les membres de son bureau exécutif, le 31 octobre 2017. Et c'est Pr Kodjona Kadanga, membre du CPD, organisation de la société civile, qui prend la présidence. L'un de ses deux vice-présidents est Jean-Claude Homawoo de l'UFC, opposition parlementaire. Les deux rapporteurs élus sont Ouro Bossi Tchakondo de COPEL, société civile, et Bikipéta Anakoma de UNIR, majorité présidentielle. En attendant que les 4 derniers membres de la CENI, qui doivent provenir de l'opposition parlementaire, soient élus par l'Assemblée nationale, les 13 membres actuellement en fonction ont également adopté le règlement intérieur de la Commission.

Le nouveau président de la CENI n'oublie pas les conditions «bizarres» dans lesquelles la Commission est mise en place et doit évoluer. Avec un environnement lourd de tensions sociales, de divergences politiques. D'un côté, le gouvernement et les autres institutions

de la République qui avancent «normalement», au nom de la légalité, pour aboutir aux consultations électorales. De l'autre, des opposants qui ne veulent rien entendre de tout ceci, y voyant plutôt un non événement. Ce qui accentue, au niveau de la population, le manque de confiance dans le regard qui est porté sur l'actuel processus électoral ouvert par la mise en place de la nouvelle CENI. M. Kadanga se souvient que le précédent bureau de la CENI n'a pas évolué dans l'harmonie ; le penchant et les dérives politiques ayant permis à des membres de s'offrir en spectacle pour se faire un nom. «La CENI s'emploiera à conduire les opérations référendaires et électorales dans le respect des dispositions en vigueur, notamment celles de la Constitution et du Code électoral. Elle mettra un point d'honneur pour traduire dans les faits les exigences liées à la transparence, à l'intégrité, l'équité et à la crédibilité des opérations référendaires et électorales. Dans ces démarches, notre institution saura gagner la confiance des uns



Pr Kodjona Kadanga

et des autres à travers notre professionnalisme», a-t-il souligné. Avant de s'adresser à ses collègues : «je voudrais nous exhorter à un dépassement de soi, dans l'objectivité, en vue d'asseoir notre action autant que possible sur la poursuite de la recherche constante du consensus, une tradition chère à la CENI. Ainsi, nous parviendrons à créer ensemble, dans le respect des dispositions du Code électoral et de notre règlement intérieur, un environnement serein requis pour l'efficacité dans la conduite des opérations référendaires et électorales».

Sur la base de l'annuaire des statistiques sanitaires du Togo Un faible ratio de 1 médecin pour 20.439 habitants en 2016

Late Pater

Fruit de la collecte des données de routine par la Division de l'information sanitaire du ministère de la Santé et des données des différents programmes de santé, l'annuaire des statistiques sanitaires du Togo s'inscrit dans le cadre de la production des indicateurs permettant de connaître le niveau de l'offre et de la demande en santé ainsi que le profil épidémiologique du pays, notamment les indicateurs démographiques, de morbidité, de mortalité hospitalière, de couverture sanitaire en personnel, en infrastructures et en offre de soins, l'utilisation des services, etc. L'annuaire de 2016 informe que 10.188 professionnels composent le personnel du secteur public de santé, avec 5.965 hommes et 4.223 femmes. Dans ce lot, 96 médecins généralistes, 251 médecins spécialistes, 13 pharmaciens (dont 10 installés dans Lomé-commune, 1 dans la Maritime et 2 dans la Centrale), 17 chirurgiens-dentistes, 920 infirmiers diplômés d'Etat, 459 sages-femmes d'Etat, 499 infirmiers auxiliaires d'Etat, 502 accoucheuses auxiliaires d'Etat, 31 psychologues de santé, 756 techniciens supérieurs de soins... La grande part revient au personnel administratif d'appui (2.979) et au personnel hospitalier d'appui (2.246). Le tout, pour une population togolaise estimée à 7.092.022 habitants en 2016 (48,7% d'hommes pour 51,3% de femmes, 44,4% de moins de 15 ans). Ce qui donne un très faible ratio de 1 médecin (généraliste et spécialiste compris) pour 20.439 habitants ; contre en moyenne dans le monde 13 médecins pour 10.000 habitants, 2 médecins pour 10.000 habitants en Afrique. Pour l'OMS, il faut un seuil minimum de 23 médecins, infirmières et sages-femmes pour 10.000 habitants en vue d'assurer les soins maternels et infantiles les plus indispensables.

La répartition spatiale déséquilibrée fait observer que, sur les 10.188, Lomé-commune seule absorbe plus du tiers, soit 3.462 ; 1.576 pour la Maritime, 1.508 pour les Plateaux, 1.161 pour la Centrale, 1.512 pour la Kara et 969 pour les Savanes. Entre avril 2016 et janvier 2017, 169 départs à la retraite sont enregistrés.

En 2016, pour répondre aux besoins en soins curatifs, préventifs et promotionnels des populations, le Togo disposait de 1.224 établissements de soins (dont 504 établissements de soins privés) et comptait 261 établissements pharmaceutiques dont 108 dans Lomé-commune, 83 dans la Maritime, 30 dans les Plateaux, 20 dans la Kara, 11 dans la Centrale et seulement 9 dans la région des Savanes.

En termes d'utilisation des services, 3.168.945 cas ont été reçus en consultation contre 2.657.067 cas en 2015. La Maritime vient en tête avec 798.313 cas, suivie des Plateaux 676.197 cas. Avec ses 391.348 cas, Lomé-commune enregistre la plus faible consultation à cause du fort taux d'implantation des centres hospitaliers privés. La Centrale concentre un taux de fréquentation de 60,7% avec le pic de 108,2% pour le seul district sanitaire de Tchaooulo ; le district de la Kozah enregistre 279,9% avec 164.937 malades consultés alors que toute la région sanitaire de Kara fait 53,0%. Le paludisme est le premier motif de consultation des centres de santé publics avec 1.312.032 cas notés en 2016, donnant un taux de morbidité proportionnelle de 42%. Il est suivi de l'infection des voies respiratoires supérieures (229.138 cas), des plaies et traumatismes (199.705 cas), des parasitoses intestinales (177.902 cas), de l'anémie (74.796 cas), des dermatoses (71.712 cas), de l'hypertension artérielle (61.334 cas), du syndrome infectieux (59.620 cas), de la gastro-entérite (56.062 cas), des maladies infectieuses et parasitaires (48.963 cas)... Un total de 3.168.945 cas a été soumis à consultation.

Le Togo a enregistré 155.162 malades hospitalisés en 2016 contre 154.299 en 2015, pour une durée d'hospitalisation de 882.565 jours. Le taux national d'occupation des lits est fixé à 47,2% pour un nombre de lits de 5.122. La durée moyenne de séjour est de 5,7 jours. Et au rang des dix principales causes d'hospitalisation, on note le paludisme grave (31.814 cas), l'accouchement normal (18.855 cas), la césarienne (9.009

cas), les plaies et traumatismes (8.010 cas), l'infection néonatale (6.055 cas), l'anémie (5.081 cas), la gastro-entérite (3.914 cas), l'accident vasculaire cérébral (3.081 cas), l'hernie inguinale (2.089 cas) et l'hypertension artérielle (2.057 cas). De même, le paludisme grave a été la principale cause de mortalité hospitalière en 2016, avec 1.195 décès ; suivi de l'accident vasculaire cérébral (744 décès), de l'infection néonatale (471 décès), du VIH/Sida (333 décès sur les 1.671 cas), de l'anémie (303 décès), etc.

Le budget global de l'année 2016 du ministère est de 72,691 milliards de francs Cfa contre 72,194 milliards de francs Cfa en 2015, soit une augmentation de 0,69% par rapport à 2015 : 51,476 milliards au titre de l'allocation sur le budget général de l'Etat (loi des finances initiale 2016) contre 45,547 milliards en 2015 (loi des finances initiale 2015) et 21,215 milliards de ressources propres (recouvrement de coûts) contre 26,647 milliards en 2015. Selon le rapport d'évaluation du PNDS 2012-2015, la contribution de l'Etat togolais est estimée à 34,7% du financement global, les partenaires techniques et financiers 43,80% et les recettes issues des formations sanitaires à 21,5%.

En dépit des améliorations constatées, des insuffisances demeurent en matière de santé. Le nouveau PNDS 2017-2022 est sensé y apporter du mieux, après le PNDS 2012-2015 qui a lancé l'opérationnalisation de la Politique nationale de santé. A rappeler que le système de santé du Togo est organisé en six régions sanitaires : Savanes, Kara, Centrale, Plateaux, Maritime et Lomé-commune.

En conformité avec les directives des réformes

Comptables et régisseurs du MERF à l'école de la gestion des deniers publics

Le directeur de cabinet, Tokoro Adignon, représentant son ministre de tutelle, a procédé le 25 octobre 2017 à l'ouverture de l'atelier de recyclage des comptables et régisseurs sur la gestion des deniers publics. Organisé par le ministère de l'Environnement et des ressources forestières (MERF) à travers sa Direction des affaires administratives et financières (DAAF), cet atelier a bénéficié de l'appui financier du Fonds national de développement forestier (FNDF). Il s'est déroulé du 25 au 27 octobre à l'hôtel St Louis à Atakpamé, explique le ministre au journal L'UNION.

Depuis 2006, le Togo a amorcé une relance économique en vue d'atteindre une émergence à l'horizon 2030. Cette relance s'est matérialisée par une série de réformes effectuées dans presque tous les secteurs clés du pays.



Comptables et régisseurs en formation

Le MERF, pour être en conformité avec les directives de ces réformes, a créé par arrêté en 2013 la DAAF dont la mission est de veiller à l'utilisation rationnelle du

budget qui lui est alloué. Ainsi dans le souci d'assurer au mieux ses missions, la DAAF et les experts du ministère en charge de l'économie et des finances ainsi que ceux des marchés publics ont eu trois jours pour renforcer les capacités des régisseurs et comptables ve-

Par rapport au PIB et la densité

Le Togo est à un taux de l'assurance inférieur à 1,5%

Jean AFOLABI

Tout le défi que doit relever le nouveau président de l'Association professionnelle des assureurs-conseils du Togo (APAC-Togo), Kwassi José Syménouh, est là : sensibiliser et motiver les particuliers et les entreprises à prendre goût à la souscription à une police d'assurance afin de porter à la hausse ce très faible taux. Encore qu'il va falloir aussi combattre les «brebis galeuses» qui découragent les consommateurs. Ce 31 octobre 2017 à Lomé, Gérard Gagnon, le prédécesseur de Kwassi José Syménouh, lui a passé les charges. A l'occasion, de nouveau, le secteur de l'assurance et de l'assureur-conseil a été exposé. Lui qui est le parent pauvre de la finance en Afrique. Incontestablement. Au vu des données qui reflètent encore plus le paradoxe du continent : 16% de la population mondiale ; 2% de la couverture en assurance ; taux élevé des risques sanitaires, des dépenses d'obsèques, de la chute des revenus à la retraite, etc. Au Togo, le taux de pénétration par rapport au PIB et la densité est inférieur à 1,5%. Il s'agit de la somme d'argent qu'un habitant consacre à l'assurance.

En Afrique, on essaie d'y trouver des facteurs explicatifs : la faiblesse des revenus moyens des particuliers ; l'omniprésence des phénomènes de solidarité de proximité, souvent autour du cadre familial ; la place de la religion dans la vie quotidienne où on croit plus en l'action de Dieu qu'à une police d'assurance santé ; une communication insuffisante sur le fonctionnement des garanties en assurance ; le choix fait, pendant longtemps, de préférer l'assurance automobile aux populations ; et surtout l'image éco-



Kwassi José Syménouh, nouveau président de l'APAC

née de la profession en raison du paiement non diligent des sinistres. D'autres pratiques rendent fragile le cadre réglementaire : plusieurs automobilistes circulent sans assurance malgré l'obligation d'assurance automobile ; des compagnies d'assurances locales sont délaissées par plusieurs importateurs et opérateurs économiques en dépit de l'obligation et la domiciliation de l'assurance des facultés à l'importation ; les chantiers de construction de routes et des grands bâtiments sont rarement couverts par des polices d'assurance appropriées...

A la passation des charges, au nom de son supérieur hiérarchique, Kossi Tofio, le directeur de cabinet du ministre de l'économie et des finances, y était. Pour lui, face à ce tableau, un des acteurs est particulièrement interpellé : le courtier d'assurance. Et ce, à cause du rôle primordial qu'il devra jouer pour la promotion de l'assurance. «Vous ne devez pas attendre paisiblement dans vos bureaux que les clients viennent vers vous», a-t-il lancé, du coup, à tous les courtiers togolais regroupés dans l'APAC. Il précise : «les vols, par exemple, ne sont pas rares dans les quartiers commerçants. Vous devriez vous y rendre

pour faire la prospection. C'est en cela que vous pouvez aider les consommateurs à bien comprendre votre rôle d'autant plus que la plupart n'arrivent pas à distinguer l'assureur et l'intermédiaire». Et il se tourne vers le président de l'Association : «au sein de votre profession, vous devez écarter les brebis galeuses, c'est-à-dire ceux qui ne respectent pas votre code de déontologie, délivrent les fausses attestations d'assurance aux assurés, ne reversent pas les primes d'assurance collectées aux compagnies d'assurances, détournent les indemnités des sinistres des victimes, etc.»

A noter que le courtier d'assurance est la personne physique ou morale admise, par un agrément, à présenter des opérations d'assurance et dont l'activité consiste à mettre en relation des assureurs et des assurés en vue de la souscription de produits d'assurance selon le meilleur rapport qualité/prix. Il sollicite et recueille la souscription d'un contrat d'assurance ou expose oralement ou par écrit à un client potentiel les garanties qu'offre un contrat d'assurance en vue de l'amener à souscrire audit contrat. L'agrément prouve à suffisance l'importance que l'autorité étatique donne au métier. Le Togo compte actuellement 27 courtiers d'assurance.

Il faut rappeler que, pour redynamiser la profession de courtage, le ministère de tutelle a actuellement diligenté des études. A la suite du relèvement du capital social des sociétés d'assurance par le Traité de la Conférence interafricaine des marchés d'assurance (CIMA), passant de 1 milliard francs Cfa actuellement à 5 milliards francs Cfa à l'horizon 2021, le capital social des cabinets ou des sociétés de courtage va être aussi relevé. On va aussi bien définir les conditions dans lesquelles un cabinet ou une société de courtage sera amené à gérer les fonds maladies d'une société. Les dispositions relatives à la justification de la garantie financière telles que exigées par le Code CIMA doivent être respectées. Les agents généraux doivent également justifier des traités de nomination dûment signés avec leur société d'assurance.

BASKETBALL

La CAN de BASKET 3x3 démarre aujourd'hui à Lomé

Lomé abrite à partir de ce vendredi la première édition de la Coupe d'Afrique des nations de basketball 3x3. Cette compétition qui regroupe des formations masculines et féminines a livré mardi ses différents groupes.

Hervé A.

Douze pays africains prennent part à cette première édition de la Coupe d'Afrique des nations de basketball 3x3.

Chez les hommes, on totalise 12 équipes réparties en 4 groupes de 3. Les deux premières de chaque groupe sont qualifiées pour les quarts de finale.

Chez les dames, les 10 équipes participantes évoluent en deux poules de 5. Les deux premières de chaque groupe sont directement qualifiées pour les demi-finales.

Les sélectionneurs des deux catégories du Togo ont communiqué, mardi, les noms des joueurs et joueuses qui vont défendre les couleurs du Togo au cours de ce tournoi qui se termine le 5 novembre 2017.

Cumar Salou de la sélection masculine a convoqué Mensah Aco Marco, Samuel Banka, Jimmy Williams et Aguemte-Sité Malapa pour cette compétition.

FIBA 3x3 AFRICA CUP 2017			
MEN		WOMEN	
POOL A	POOL B	POOL A	POOL B
Uganda	Nigeria	Uganda	Egypt
Mali	Niger	Niger	Mali
Gambia	Madagascar	Gambia	Nigeria
POOL C	POOL D	Ghana	Mauritania
Egypt	Ghana	Cote D'Ivoire	Togo
Cote D'Ivoire	Togo		
Mauritania	Benin		

Dans la catégorie féminine Clément Gadegbekou a fait appel à Samiya Pindra, Parfaite Bouyo, De Souza Mariette et Eise Afetsè pour gérer les affaires.

L'équipe masculine d'Egypte est la plus expérimentée avec 3 participations à la Coupe du monde de la discipline (2012, 2016 et 2017) alors

que chez les dames l'attention sera portée sur l'Ouganda qui a brillé à la Coupe du monde 2014.

Cette compétition, une nouvelle discipline acceptée aux prochains jeux olympiques se joue avec trois joueurs sur le parquet (joueurs de champ) avec un remplaçant sur la moitié d'un terrain de basket-ball.

Chaque équipe doit ainsi présenter une liste de 4 joueurs qui vont prendre part à la compétition. Dans le 3X3, les joueurs se prennent en charge sur le parquet pour les changements et autres consignes. La compétition se déroule souvent dans une ambiance musicale.

FOOTBALL/MONDIAL 2018

Les pays qualifiés se partageront 225 milliards CFA

Selon la FIFA qui en fait l'annonce lors de la réunion de son Comité exécutif à Calcutta en Inde, la dotation globale augmente de 12% par rapport à l'édition 2014 au Brésil, où le "prize money" représentait un total de 202 milliards de francs CFA.

Selon la Fifa qui en fait l'annonce lors de la réunion de son comité exécutif à Calcutta en Inde, la dotation globale augmente de 12% par rapport à l'édition 2014 au Brésil, où le "prize money" représentait un total de 202 milliards de francs CFA.

Les 32 sélections qui vont disputer la Coupe du monde 2018 en Russie se partageront plus de 225 milliards de francs CFA dont plus de 21 milliards à l'équipe qui va remporter la Coupe et le finaliste 12,5 milliards.

Selon la FIFA qui en fait l'annonce lors de la réunion de son comité exécutif à Calcutta en Inde, la dota-

tion globale augmente de 12% par rapport à l'édition 2014 au Brésil, où le "prize money" représentait un total de 202 milliards de francs CFA.

Le troisième recevra 24 millions de dollars et le quatrième 22 millions.

Les équipes éliminées dès la phase de poules recevront 8 millions de dollars, les huitièmes de finalistes 12 millions et les quarts de finalistes 16.

En 2014, la FIFA avait, outre ce "prize money", dédommagé les équipes pour leurs frais de préparation à hauteur de 1,5 million de



dollars par nation.

La FIFA, dont la direction était réunie à Calcutta en marge du Mondial des moins de 17 ans, a

par ailleurs annoncé le lancement d'une fondation au premier trimestre 2018 afin de développer ses activités dans le domaine social.

Mo Farah se sépare de son coach

Le quadruple champion olympique britannique (5.000 et 10.000 m), qui a fait ses adieux à la piste cet été pour se consacrer désormais au marathon, a motivé cette décision par des raisons familiales.

"Je ne quitte pas Alberto Salazar à cause des suspicions de dopage" qui pèsent sur lui, a-t-il tenu à souligner. "Ces allégations durent depuis plus de deux ans, et si j'avais dû quitter (Salazar) à cause de ça, je l'aurais fait depuis longtemps".

Se permettant même d'ajouter: "Comme je l'ai toujours dit, j'ai toujours fermement plaidé pour un sport propre et je crois fermement que quiconque viole les règles (en matière de dopage) devraient être punis. Si Alberto avait franchi la ligne, j'aurais été mis dehors. Si j'avais eu à douter d'Alberto, je ne serais pas resté avec lui pendant tout ce temps", a ajouté le champion d'origine somalienne.

L'Agence américaine antidopage (Usada) a dénoncé cette année dans un rapport les méthodes controversées de son entraîneur américain Alberto Salazar.

Plus récemment, les Fancy Bears, hackers russes, avaient dévoilé un document attestant qu'en novembre 2015, le nom de Farah apparaissait parmi une quarantaine d'autres, dans un document de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF), avec la mention "dopage probable, passeport (biologique) suspect".

Le quadruple champion olympique (5.000 et 10.000 m), qui a fait ses adieux à la piste cet été pour se consacrer désormais au marathon, a motivé cette décision par des raisons familiales.

La succession de Mahrez est ouverte

La CAF a publié, mercredi, la liste des 30 nommés pour le titre de Joueur Africain de l'année 2017. Sacré en début d'année, l'Algérien Riyad Mahrez est absent de cette liste!

Elu Joueur Africain de l'année 2016, l'Algérien de Leicester ne fait pas partie de la liste des 30 nommés pour l'édition 2017 dévoilée mercredi par la CAF. Dans celle-ci, on retrouve en revanche le lauréat de l'édition 2016, Pierre-Emerick Aubameyang. Le buteur gabonais fera office de favori face à Sadio Mané, avec qui il est également en lice pour le Ballon d'Or France Football, ou encore face à Mohamed Salah.

Des joueurs comme Naby Keita, Thomas Partey, Baldé Keita, Cédric Bakambu, Bertrand Traoré ou encore Jean Michel Seri, vainqueur du Prix Foé 2017, font également partie de cette liste. Avec trois éléments, dont le meilleur joueur de la CAN 2017 Christian Bassogog, le Cameroun est également représenté.

La CAF ne précise pas comment la liste a été bâtie mais certains choix promettent déjà de faire jaser. En premier lieu, l'absence de Mahrez. Même s'il sort d'une saison décevante avec les Foxes, le Fenec est zappé au détriment de joueurs parfois surprenants comme le Kenyan Michael Olunga ou le Zambien Fackson Kapumbu. Sans doute une volonté de la CAF de mettre en lumière des joueurs moins médiatisés mais considérés comme plus "méritants". Les Sénégalais Kalidou Koulibaly et Gana Gueye et l'Algérien Faouzi Ghoulam n'auraient eux non plus pas volé leur place dans les 30.

Le lauréat sera connu le 4 janvier 2018 lors de la soirée de gala des CAF Aiteo Awards programmée à Accra au Ghana. La CAF ajoute que "les sélectionneurs nationaux ou directeurs techniques nationaux des 54 associations membres de la CAF, les membres de la Commission technique et du développement et un panel d'experts médias et consultants TV" sont appelés à voter.

Torres veut quitter l'Atlético Madrid!

Revenu à l'Atlético Madrid en janvier 2015 après des échecs successifs à Chelsea et à l'AC Milan, Fernando Torres (33 ans) avait réussi son pari. Certes, l'enfant chéri des supporters colchoneros n'était pas redevenu un titulaire indiscutable à la pointe de l'attaque madrilène, mais son temps de jeu (26 matches de Liga en moyenne ces trois dernières années) lui était largement satisfaisant. Mieux, après son sacre européen avec Chelsea en 2012, El Niño a retrouvé les joies de la lutte pour la victoire finale en Ligue des Champions.

Mais cette saison, Torres est à la peine. Titularisé à une seule reprise en six apparitions en Liga, l'ancien international espagnol n'a toujours pas trouvé le chemin des filets. Idem en LdC. Un constat qui lui vaut de ne pouvoir jouer sa carte au sien d'un Atlético Madrid en panne de buts. Une situation compliquée qui s'annonce encore plus sombre lorsque Diego Costa, que son club a recruté l'été dernier, sera autorisé à jouer avec les Matelassiers à partir de janvier prochain.

Un retour annoncé qui aurait forcé le joueur à prendre une décision radicale concernant son avenir. Selon la radio Cadena SER, Fernando Torres aurait en effet décidé de quitter les Colchoneros cet hiver. Libre en fin de saison, l'attaquant ibère souhaiterait visiblement abrégé ses souffrances et ne plus jouer les remplaçants de luxe pour un Simeone avec lequel ses relations se seraient dégradées d'après le média. Une aubaine pour ses courtisans chinois et américains prêts à dégaîner.

ATHLETISME

Wayde van Niekerk sérieusement blessé

Gros coup dur pour Wayde van Niekerk. Le sprinteur s'est gravement blessé au genou lors d'un match de rugby au Cap. Touché aux ménisques et à un ligament croisé, il devrait être absent pour six mois au minimum après son opération qui aura lieu sous peu aux Etats-Unis. Il ratera donc le début de la saison 2018.

L'heure est au repos forcé pour Wayde van Niekerk. Le Sud-Africain a lui-même confirmé mardi, en relayant l'information sur les réseaux sociaux, qu'il avait subi une grave blessure en participant à un match de rugby au Cap. En l'occurrence une déchirure des mé-

nisques interne et externe mais également du ligament croisé antérieur, sans préciser quel genou était touché.

La durée de son absence est estimée à six mois avec une opération dans le Colorado et une période de rééducation qui se déroulera à Doha et en Afrique du Sud. Par conséquent, van Niekerk sera tenu éloigné des pistes début 2018. Il manquera quelques échéances comme les jeux du Commonwealth qui se dérouleront en avril prochain en Australie et où il avait prévu de s'aligner sur 100 et 200m.

"C'est le sport, ces choses-là arrivent", a-t-il déclaré. Avant de



se montrer confiant pour la suite: "Je crois que les équipes que j'ai autour de moi, médicales y compris, rendront le processus aussi doux que possible [...] Retrouver tous mes moyens sera cru-

cial, donc je serai patient, mais je travaillerai aussi dur que possible pour être de retour au plus vite." Reste à savoir si la blessure aura des répercussions à l'avenir sur ses performances.



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère des Postes
et de l'Économie Numérique

Avis d'appel à candidatures pour le recrutement du Directeur Général de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) du Togo

Le ministère des postes et de l'économie numérique du Togo a mis en place une Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) et recrute, dans ce cadre, le directeur général de cette entité.

Il aura pour mission d'accompagner l'ARCEP à mieux relever les défis de régulation que posent les secteurs des communications électroniques et des postes, avec des principes modernes d'administration et de gestion axée sur les résultats.

Ses principales responsabilités consisteront à :

- Elaborer un contrat de performance sur 3 ans avec son autorité de tutelle,
- Mettre en place un plan stratégique et des manuels de procédures de gestion et de contrôle,
- Assurer la transition avec l'Autorité de réglementation du secteur des postes et des télécommunications,
- Coordonner les actions des différents départements,
- Assurer la gestion du budget dévolu à l'ARCEP,
- Représenter l'ARCEP auprès des autorités gouvernementales et institutionnelles,

Issu d'une formation juridique ou économique supérieure, d'une école d'ingénieurs ou de commerce, vous avez au moins 10 ans d'expérience ou avez évolué au sein d'une autorité de régulation à l'international dans les secteurs de l'eau, de l'énergie ou des télécommunications.

Idéalement, vous connaissez le contexte des télécoms au Togo et en saisissez tous les enjeux. Vous avez un sens confirmé du service public et serez le garant de la bonne avancée des projets tout au long de votre mandature.

Figoureux, autonome, force de proposition, fin négociateur, vous êtes doté d'excellentes capacités relationnelles et saurez promouvoir une culture du résultat.

Les candidatures peuvent être envoyées via le site de Michael Page Africa (www.michaelpageafrica.com), par email à igorrochette@michaelpage.fr ou directement par courrier à Igor Rochette, 164 Avenue Achille Peretti, 92200 Neuilly-sur-Seine, France.

La date-limite de dépôt de candidatures est fixée au 17/11/2017.

Merci de mentionner la référence QIR0628753



Conseil National des Patrons de Presse

COMMUNIQUE

Dans le cadre des manifestations marquant la célébration du dixième anniversaire de sa création, le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP), lance à l'intention des journalistes et autres professionnels de la communication, un jeu/concours qui va primer les meilleurs reportages presse écrite, presse en ligne, télé et radio sur les Objectifs du Développement Durable (ODD), adoptés au Sommet des Nations Unies le 25 septembre 2015.

Ledit concours est ouvert à tous les professionnels des médias togolais sans aucune discrimination dans les catégories suivantes : presse écrite, presse en ligne, télévision et radio. Pour y participer, il faut :

- être un professionnel des médias du secteur public ou privé au Togo exerçant dans un organe de presse écrite, en ligne ou de l'audiovisuel;

- ne pas être membre du Comité d'organisation dudit concours.

- la production doit porter soit sur une problématique transversale au programme des ODD et à leurs composantes au plan économique, social, sociétal, culturel ; soit traiter de sujets plus spécifiques (exemples : reportage sur un des 17 objectifs...). Quel que soit son sujet, le candidat doit s'efforcer de soulever une problématique de fonds liée aux ODD.

Afin d'encourager les jeunes journalistes, les stagiaires ou encore les étudiants, un prix « Spécial Jeune » primera la meilleure production sur le VIH SIDA, toutes catégories confondues sur la base de points attribués par le jury. Peuvent concourir à ce prix, les stagiaires en poste dans les rédactions ou encore les étudiants.

La participation est subordonnée à la signature de la fiche d'inscription au concours à retirer à la Maison de la Presse, Tokoin Trésor **Tél** : (00228) 90 15 87 53 / 90 30 85 10 / 91 44 84 24 – **Email** : conapp.togo@gmail.com, ou à télécharger sur le site web : <http://www.conapp-togo.com/>

Les productions destinées au concours doivent être dans une enveloppe fermée avec la mention « Concours des meilleurs reportages presse écrite, presse en ligne, télé et radio. Catégorie (à préciser) Aux bons soins du secrétariat de la Maison de la Presse à Lomé ».

Le dépôt des productions se fera au secrétariat de la Maison de la presse, Tokoin Trésor, Tél : (00228) 90 15 87 53 / 90 30 85 10 / 91 44 84 24 impérativement au plus tard le **vendredi 24 novembre 2017 à 18H00**.

Les prix sont constitués de plusieurs lots, dont des billets d'avion, des matériels et équipements informatiques, des produits et articles divers ainsi que des bons d'achats.

Le règlement complet de ce jeu/concours est disponible sur le site du CONAPP www.conapp-togo.com et au secrétariat de la Maison de la Presse.

Fait à Lomé, le 20 octobre 2017

Le Président

Insertion professionnelle

Le parcours du combattant des jeunes diplômés

Les études finies, ce n'est pas la récré, mais le casse-tête de la recherche d'emploi qui attend étudiants et diplômés en quête de première expérience. Intégrer la vie professionnelle reste souvent un véritable parcours du combattant. Ils ont tout fait pour accéder dans de bonnes conditions au marché du travail. Mais même diplômés à un niveau élevé, les jeunes ont bien du mal à trouver un premier emploi à leur mesure.

Etonam Sossou

« La vie de jeune diplômé, c'est la galère. C'est une période très difficile et la recherche du premier emploi est très angoissante. » C'est le constat établi par Faïssa, 25 ans, étudiante en Masters à la Faculté des Sciences économiques et de gestion (Faseg) à l'Université de Lomé : « Avant, je cherchais dans les Finances. J'ai directement commencé à déposer des CV et lettres de motivations. Pour l'instant, toutes les réponses sont négatives, notamment à cause de mon « manque d'expérience ». Mais le plus souvent, je n'ai même pas de réponse. Pourtant, je me suis mise à chercher partout, sans plus de réussite. L'on me dit qu'il me fallait

de l'expérience et qu'on ne pouvait donc rien faire pour moi. Génial. J'ai donc fait marcher la bouche à oreille et, malheureusement, le piston, c'est encore ce qui marche de mieux à l'heure actuelle. Je viens d'être prise comme vendeuse dans un magasin pour deux mois. Mais au-delà, le futur est incertain. Je pense vraiment qu'il faut privilégier l'apprentissage et non plus les études classiques. Au moins on acquiert de l'expérience, chose qui manque cruellement lors d'un cursus scolaire « normal ».

Le gouvernement a depuis quelques années mis en place le programme de volontariat national qui permet aux jeunes diplômés

d'avoir une première expérience dans leur domaine. Mais le programme n'arrive pas à absorber tous les nouveaux diplômés. Le manque d'expérience des jeunes semble cependant être le reproche le plus répandu. L'entreprise voit souvent l'embauche d'un jeune comme un frein au bon fonctionnement d'une équipe. Le former coûte cher et atteint à la rentabilité de l'entreprise à court terme. C'est pourquoi, dans la plupart des annonces, l'employeur demande aux candidats de disposer au préalable d'un à trois ans d'expérience. Là est toute la difficulté pour le jeune diplômé qui court après cette première expérience qui lui fait cruellement défaut. La notion d'apprentissage reste trop cantonnée aux

métiers manuels alors qu'elle devrait concerner une large palette de métiers. Diplômée d'un bac + 4 en information et communication, Germaine recherche un emploi depuis 3 ans en tant qu'assistante communication interne et externe. Sans succès. « J'ai donc cherché un job pour me nourrir, employée polyvalente dans un fast-food, vendeuse, mais je n'ai reçu que des refus car je ne correspondais pas aux profils ».

L'auto emploi, une solution Face à la précarité et aux difficultés à trouver un emploi, nombre d'entre eux ne baissent cependant pas les bras. En effet, ils sont de plus en plus nombreux à se prendre en main et à créer leurs propres affaires. Chéríta T., est l'une de ceux-là.

Elle a 25 ans et forme déjà des stagiaires aux métiers de la coiffure et de l'esthétique. « J'ai quitté l'école à 18 ans, en classe de troisième, parce que je n'avancerais pas. J'ai préféré embrasser un métier. Comme mes parents étaient trop pauvres pour me payer une formation, j'ai appris sur le tas », confie la jeune femme. Au bout d'un an d'apprentissage, elle commence à coiffer et à faire des soins aux dames du voisinage, dans sa chambre. Certains délaissent ainsi les salons huppés de la capitale et paient plus chères ses modestes prestations, pour l'encourager. Deux ans plus tard, Chéríta T. ouvre un vrai insti-

tut de beauté avec ses petites économies. Sur les conseils avisés de ses clientes, elle sollicite l'aide d'une ONG et bénéficie d'une formation dans une structure de qualité. Aujourd'hui, elle emploie six personnes et vole de ses propres ailes.

La réussite de Chéríta T. n'est pas un cas isolé. Face au chômage, les jeunes sont deux fois plus nombreux à vouloir se mettre à leurs propres comptes. L'informel représente ainsi un énorme

tut de beauté avec ses petites économies. Sur les conseils avisés de ses clientes, elle sollicite l'aide d'une ONG et bénéficie d'une formation dans une structure de qualité. Aujourd'hui, elle emploie six personnes et vole de ses propres ailes.

Il ne faut pas se leurrer : le parcours vers l'auto-emploi est difficile pour un jeune sans ressources, avec ou sans diplômes. « On n'a pas de réseau d'information, pas d'équipements, rarement de financements. Il faut souvent par-



vivier pour eux, tellement il regorge d'opportunités. Olivier N., installé à Togblé, est propriétaire de son taxi depuis un an. « Devenir chef d'entreprise était mon rêve d'enfant. Ophélin à 10 ans, je n'ai pas pu poursuivre mes études qui s'annonçaient pourtant brillantes. Je me suis essayé au petit commerce avant de me lancer dans le transport », avoue-t-il. Pour réaliser son projet, il a pris un taxi à crédit chez un importateur compréhensif. « La voiture coûtait 1.500.000 Frs. Grâce à ma ton-

tir de rien du tout. La volonté y est cependant et c'est ce qui compte », assure Line A. qui a monté une petite structure de fabrication artisanale de jus de fruits. Sa cible ? Les restaurants. Une vingtaine est enregistrée dans son carnet d'adresses. « Très vite, je me suis retrouvée aussi avec les commandes de particuliers pour les fêtes familiales. D'une centaine de bouteilles que je livrais par semaine, je suis actuellement à 1000. J'ai dû faire appel à deux personnes », estime Line A.

Civisme

Gardons nos hôpitaux propres

On a beau répéter, « un malade un accompagnant », impossible de raisonner les togolais dont on comprend toutefois la solidarité et la magnanimité. Ils sont parfois si nombreux qu'ils étouffent le malade. Mais là n'est pas la question ; c'est leur comportement général qui indispose aussi bien les autres malades que tous les usagers de l'hôpital. En plus de longues files de visiteurs au chevet du malade contre les recommandations des agents de santé, certains oublient qu'ils sont dans un hôpital. Bavardage et éclats de rire bruyants et même des casse-croûte. Au menu : beignets, arachides, fruits de tout genre... Si n'est pas interdit de manger à l'hôpital, il est, en tout

cas, indécemment d'éparpiller des épluchures de fruits, des emballages de produits alimentaires, ou des restes d'aliments à même le sol sans aucun égard pour les autres usagers. Et si tout le monde en faisait autant ? Ces individus ne font aucun effort pour s'en débarrasser dans la poubelle.

Comme si leur geste était normal, ils se montrent très choqués lorsqu'on vient à leur faire la remarque. Ils ne comprennent pas qu'on leur demande d'entretenir un espace public propre ou du personnel est commis à cette tâche. Difficile de changer en quelques heures des habitudes qu'on a traitées de chez-soi. Ce sont à la limite des réflexes que les uns et les autres

exécutent sans se rendre compte de la gravité. Le plus choquant, c'est de voir des gens cracher sur le mur, se moucher à terre ou verser de l'eau qui a servi à se laver les mains, n'importe où...

A quoi ressembleraient nos centres de soins si tout le monde en faisait autant ? Même s'il existe un personnel chargé de l'entretien des centres de santé, il n'est pas superflu de leur alléger le travail. Bien se comporter dans un endroit public est au contraire une preuve de bonne éducation et un cadre agréable aide le malade à mieux se porter. Ces données, on n'en fait un problème que lorsqu'on est dans la situation de malade. Or, chacun est un malade potentiel

Mise en œuvre du nouveau dispositif de suivi-évaluation

L'ANVT audite la gestion du volontariat dans la région des Plateaux

En dehors des cadres de concertation et d'échanges entre l'agence et les Centres régionaux de volontariat (CRV), des missions semestrielles de supervision des activités permettent à l'ANVT - Agence nationale de volontariat au Togo - d'évaluer la gestion qui est faite du volontariat en région et d'en mesurer les degrés d'avancement. Ce 16 octobre 2017, le CRV de la région des Plateaux a accueilli à Atakpamé une délégation de l'agence conduite par le Directeur général Omar Agbangba, apprend-on de source officielle. Organisée en une rencontre de travail et d'échange, la rencontre a pour objectif d'échanger avec le CRV Plateau sur la mise en œuvre des activités inscrites au titre du

nouveau dispositif de suivi-évaluation ; de travailler sur la mise en œuvre du VEC, et spécifiquement sur la mobilisation dans les nouvelles villes et enfin, de s'assurer que la gestion financière, administrative et des ressources humaines faites au niveau du CRV répond aux exigences du nouveau dispositif.

Faisant d'une pierre deux coups, l'équipe de l'ANVT a profité de l'occasion pour régler certains détails logistiques et informatiques. Elle a enfin effectué des visites des volontaires d'engagement citoyen de la vague précédente ayant réussi leur insertion grâce au soutien du GVEC dont ils faisaient partie. En effet, souligne-t-on, Adandzi Afi a désormais

sa propre boutique d'alimentation générale. Son collègue Longa Mitchero a enfin réalisé son rêve ; il est aujourd'hui patron d'un micro-cabinet médical chinois.

Dans le dispositif institutionnel de mise en œuvre du volontariat national en juillet 2016, les Centres Régionaux du Volontariat (CRV), portés par des Organisations de la Société Civile (OSC), relayent la gestion au niveau régional. Leur mission s'articule autour de la promotion, de la mobilisation, de l'accompagnement et du suivi-évaluation, et s'inscrit dans le cadre du nouveau dispositif de gestion du volontariat visant à optimiser les résultats à différents niveaux.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1397 DE LOTO BENZ DU 25 Octobre 2017

Ce mercredi 1er Novembre 2017, le tirage de de loto Benz porte le N° 1398.

Lors du précédent tirage de Loto Benz, de nombreux gros lots ont été enregistrés exclusivement à LOME. Dans les autres villes du pays, ce sont des lots intermédiaires, c'est-à-dire des lots de moins de 1.000.000F CFA, qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs.

Ans, dans la capitale nous avons inventoriés trois lots de 1.000.000F CFA, un lot de 1.500.000F CFA, un gros lot de 2.000.000F CFA et un super gros lot de 5.000.000F CFA gagnés sur sur les points de vente 30132, 60124, 70131, 3536, 3743 et 90039.

La remise de des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur dans les agences régionales

Après le grand tirage régional du 28 juillet 2017, des gros lots restent encore à gagner au grattage et au tirage avec les tickets de la TCE 2017. Au grattage, vous pouvez gagner jusqu'à 500.000F CFA.

Au tirage des gros lots sont encore à enlever :

-Pour la série K, un lot de 2.000.000F CFA

-Pour la série W, un lot de 1.500.000F CFA

Au tirage des lots intermédiaires, plus de 600 lots allant de 5.000F CFA à 100.000F CFA vous attendent.

Alors n'hésitez pas ! Tentez votre chance en achetant à 200F CFA vos tickets de la TCE 2017 dans les points de vente habituels (agences, postes de jeux sur ordinateur et auprès des vendeurs ambulants) !

Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !
BONNE CHANCE A TOUS !

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1398 de LOTO BENZ du 1^{er} Novembre 2017

Numéro de base

46 21 64 79 86

BIG PROMO SMARTPHONES chez TOGOCEL

HUAWEI G POWER
CAMÉRA 5MP AVANT/
13MP ARRIÈRE

**DOUBLE CARTE
Micro SIM**

RÉSEAU 3G+

ÉCRAN 5 pouces (12.7cm)

INFINIX HOT4
CAMÉRA 5MP AVANT/
8MP ARRIÈRE

**DOUBLE CARTE
Micro SIM**

RÉSEAU 3G+ / 2G

**ÉCRAN 5.5" HD avec 12 LED
rétro-éclairage ultra-lumineux**

NUOVA HERO S
CAMÉRA 2MP AVANT/
5MP ARRIÈRE

**DOUBLE CARTE
Micro SIM**

RÉSEAU 3G+ / 2G

ÉCRAN 5.0 pouces

MÉMOIRE RAM
2GO
EXTENSION
MÉMOIRE
JUSQU'A
128GO
MÉMOIRE
INTERNE
16GB



**HUAWEI
G POWER**

72.000F

MÉMOIRE RAM
1GO
EXTENSION
MÉMOIRE
JUSQU'A
32GO
MÉMOIRE
INTERNE
16GB



**INFINIX
HOT4**

51.000F

MÉMOIRE RAM
512MB
EXTENSION
MÉMOIRE
JUSQU'A
16GO
MÉMOIRE
INTERNE
8GB



**NUOVA
HERO S**

31.000F

*Disponible
dans toutes
nos agences
et boutiques*

Bluetooth®



LE LEADER

service client : 888 | www.facebook.com/Togocel | www.twitter.com/togocel | www.togocel.tg | certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015